



2004

***Perspectives économiques
et revue financière***



de l'Ontario

**L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances
Sous réserve de modifications**

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2004*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :
Centre d'information du ministère des Finances

Demandes en français :	1 800 668-5821
Demandes en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :

Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone :	416 326-5300
Commandes de l'extérieur :	1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 268-7095
Site Web :	www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2004
ISSN 1499-5573 ISBN 0-7794-7094-X

This document is available in English under the title:
2004 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review



Introduction

Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui le document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2004 et nos résultats financiers pour le deuxième trimestre. Nous sommes au pouvoir depuis un peu plus d'un an. Les problèmes financiers dont nous avons hérité sont bien connus. En mai, nous avons déposé notre premier budget. Il comprenait un plan exhaustif de quatre ans visant à :

- favoriser la croissance économique;
- rétablir la situation financière de la province;
- investir dans le domaine de l'éducation;
- améliorer les soins de santé.

Six mois plus tard, Monsieur le Président, nous sommes toujours sur la bonne voie. Aujourd'hui, l'économie ontarienne, en pleine expansion, est génératrice d'emplois.

Mais la province peut faire mieux. Et elle doit faire mieux. Cela veut dire que nous devons réaffirmer notre volonté de remettre nos finances en ordre. Cela veut dire que nous devons faire des investissements judicieux. Cela veut dire que nous devons relever des défis et faire des choix difficiles. Cela veut dire que nous devons faire face à divers risques. Et cela veut dire que nous devons continuer de concentrer nos efforts et de faire preuve de discipline. C'est, avant tout, ce que la population ontarienne attend de son gouvernement.

Perspectives économiques

Monsieur le Président, le rendement de l'économie ontarienne est conforme à ce qui avait été prévu dans le budget de mai. Voilà pourquoi nos prévisions de mai selon lesquelles le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'établira à 2,3 pour 100 en 2004 restent valides. Ces prévisions prudentes sont légèrement inférieures à celles qui ont été établies par consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé.

Pour ce qui est de l'avenir, nous prévoyons que le taux de croissance du PIB de l'Ontario sera en moyenne de 3,2 pour 100 par année entre 2005 et 2007. Par ailleurs, le consensus à l'égard du taux de croissance du PIB du Canada en 2004, fixé à 2,6 pour 100 en mai, s'établit maintenant à 3,0 pour 100. Si l'on exclut l'Ontario, on constate que le PIB pour le reste du Canada devrait atteindre 3,3 pour 100 en 2004.

Autrement dit, l'économie de l'Ontario est en croissance, mais, dans d'autres provinces, l'économie croît plus rapidement. Cette situation s'explique par un certain nombre de facteurs, dont la hausse des prix du pétrole et l'appréciation du dollar canadien. En octobre, le dollar canadien a atteint un sommet inégalé depuis 12 ans et dépassé le cap des 82 cents américains. Ces nouvelles sont excellentes pour les consommateurs qui achètent des biens importés ou qui prennent des vacances au soleil l'hiver.

Mais la réalité est tout autre pour les exportateurs. Fort heureusement, les exportateurs de l'Ontario s'adaptent. Ils réduisent les effets négatifs de la hausse de la valeur du dollar canadien en accroissant la productivité. Et ils tirent profit de la valeur accrue du dollar en important du matériel et de l'outillage à meilleur prix. Ils sont ainsi plus compétitifs à l'échelle internationale. Nous prévoyons donc que les exportations réelles de l'Ontario augmenteront de plus de 5 pour 100 cette année. Ce sont de bonnes nouvelles.

Il y a également de bonnes nouvelles pour ce qui est de l'inflation en Ontario. Le taux d'inflation devrait en effet rester sous la barre des 2 pour 100 cette année. Depuis le dépôt de notre budget, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté de 50 points de base. Mais nous sommes confiants que la Banque du Canada tiendra compte des incidences éventuelles de la vigueur du dollar canadien lorsqu'elle prendra des décisions relativement aux taux d'intérêt.

Monsieur le Président, la croissance de l'emploi est la principale caractéristique d'une économie vigoureuse. Il est donc encourageant de constater que quelque 127 000 emplois à temps plein ont été créés dans la province jusqu'à présent cette année. Le taux de chômage de la province a connu une autre baisse en septembre. Il se situe maintenant à 6,5 pour 100. Et les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance de l'emploi reste élevée jusqu'à la fin de notre plan de quatre ans. Ils prévoient en effet que le taux de chômage en Ontario s'établira en moyenne à 6,2 pour 100 par année d'ici 2007. L'augmentation de l'emploi s'est aussi traduite par une activité accrue sur les marchés des logements neufs et de la revente. En effet, plus de 275 000 logements devraient être vendus cette année.

Monsieur le Président, dans un de ses derniers rapports économiques, le Groupe Financier Banque TD qualifiait l'Ontario de « terre d'avenir ». Cela est très à propos. L'Ontario est maintenant en bonne posture. Nous avons franchi une étape. Mais le rapport du Groupe Financier Banque TD précisait que l'Ontario pourrait aller mieux, beaucoup mieux. Et nous sommes d'accord avec les conclusions de ce rapport. Nous avons déjà commencé à faire d'importants progrès.

En fait, le récent Rapport d'étape du premier ministre mettait en lumière les types d'investissements qui nous aideront à faire mieux. Ces investissements sont équilibrés et mesurés.

Ils témoignent qu'une main-d'œuvre instruite et hautement qualifiée est indispensable à une économie vigoureuse. Voilà pourquoi nous attendons avec impatience le rapport de l'ancien premier ministre Bob Rae sur l'éducation postsecondaire pour nous aider à jeter les bases solides d'un système d'éducation

supérieure viable, accessible et de qualité. Par ailleurs, nous développons et renforçons notre programme d'apprentissage en proposant un nouveau crédit d'impôt aux employeurs pour les inciter à engager des jeunes et à les former dans des métiers spécialisés.

Les investissements étrangers représentent une composante cruciale de notre plan. Pensons par exemple à la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile, dont s'est servi le premier ministre la semaine passée pour favoriser un investissement de un milliard de dollars par Ford du Canada Limitée à Oakville. Cela favorisera la création d'emplois hautement spécialisés et bien rémunérés en Ontario.

Comme vous le savez, Monsieur le Président, notre but est de former la main-d'oeuvre la plus productive en Amérique du Nord. Et nous nous y prenons de plusieurs façons. Le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral annonceront sous peu des accords sur les services au marché du travail et sur l'immigration. Ces accords rationaliseront notre système de formation et d'emploi. Ils ouvriront la voie aux travailleurs immigrants qualifiés afin qu'ils puissent occuper les emplois pour lesquels ils sont formés.

Notre plan reconnaît aussi l'importance du renouvellement de l'infrastructure. Nous procédons au remaniement du secteur de l'électricité de la province. Notre économie doit avoir accès à un approvisionnement en électricité stable et fiable. Nous renouvelons l'infrastructure dans les villes de la province en engageant des dépenses directes et en accordant plus de 2 milliards de dollars en prêts à faible coût à 170 municipalités par l'intermédiaire de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique. Nous affecterons aux réseaux municipaux de transport en commun deux cents le litre des revenus tirés de la taxe perçue sur l'essence. Nous avons commencé à verser un cent le litre le mois dernier.

En collaboration avec le gouvernement fédéral, nous sommes en train de constituer le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario. Ce fonds appuiera un vaste éventail de projets, dont le réaménagement des routes, des ponts et des systèmes de traitement de l'eau et des eaux usées en milieu rural.

Nous faisons des investissements dans le secteur agricole de l'Ontario, en apportant notamment une aide financière aux éleveurs de bétail de la province, qui sont aux prises avec les conséquences de la maladie de la vache folle. Notre Plan pour la prospérité du Nord comprend des initiatives comme le projet pilote des Obligations de développement du Nord de l'Ontario et le Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario. Nous investissons dans le réseau routier de la province et collaborons avec le gouvernement fédéral pour améliorer les mouvements transfrontaliers et faciliter les échanges commerciaux.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant parler brièvement des affaires intergouvernementales et de la contribution de l'Ontario au maintien du dynamisme du pays. Chaque année, les résidents et les entreprises de l'Ontario versent au gouvernement fédéral 23 milliards de dollars de plus que la province

n'en reçoit en programmes et paiements de transfert de toutes sortes. Cependant, puisque le gouvernement fédéral a affiché sept excédents consécutifs, il semble être en mesure de faire plus dans des domaines qui appuient la croissance économique en Ontario.

L'accord national sur la santé, qui a été conclu récemment et pour lequel notre premier ministre a joué un rôle prépondérant, représente une étape importante pour les deux paliers de gouvernement. Mais il faut faire plus. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement fédéral d'établir un partenariat crucial avec nous et de veiller ainsi à ce que l'Ontario reste le moteur de la croissance économique au Canada.

Mise à jour sur les finances

Comme je l'ai dit, Monsieur le Président, nous sommes déterminés à maintenir le cap sur notre plan de quatre ans, qui vise à éliminer le déficit. Cela comprend l'élimination du déficit structurel dont nous avons hérité des Conservateurs. Entre 2000-2001 et 2003-2004, ces derniers ont laissé les dépenses augmenter de 21 pour 100, alors que les revenus fiscaux ont baissé de 0,7 pour 100. Un tel écart chronique entre les revenus et les dépenses n'est tout simplement pas soutenable. Les chiffres démontrent maintenant que nous sommes dans la bonne direction. Toutefois, notre tâche n'est pas terminée.

L'accord des premiers ministres sur la santé, qui a été conclu récemment, ajoutera de nouveaux revenus qui ne faisaient pas partie des prévisions financières établies dans le budget de mai. L'argent ainsi injecté servira à améliorer les services de santé en Ontario.

On tient compte de ces revenus supplémentaires dans les résultats financiers du deuxième trimestre. Selon les prévisions au 30 septembre, le total des revenus pour l'exercice en cours s'établira à 79 milliards de dollars, soit une augmentation nette de 700 millions de dollars. Le total des charges pour 2004-2005 devrait maintenant atteindre 80,2 milliards de dollars, une hausse nette de 610 millions de dollars par rapport aux prévisions du budget. Cela s'explique principalement par une augmentation de 824 millions de dollars des dépenses dans le domaine de la santé, ce qui correspond au montant auquel l'Ontario a droit en vertu de l'accord fédéral-provincial sur la santé. La hausse des charges est compensée en partie par des économies de 215 millions de dollars en frais d'intérêt sur la dette. Notre réserve s'élève toujours à un milliard de dollars. Tout solde de la réserve qui n'aura pas été utilisé à la fin de l'exercice sera affecté à la réduction du déficit.

Ma mise à jour sur les finances de l'Ontario ne serait pas complète si je n'abordais pas la question de la dette. Pour assurer le service de la dette provinciale, nous devons dépenser 13 cents de chacun des dollars que nous percevons; cela représente plus de 10 milliards de dollars par année.

Pensons à cette somme pendant un moment. C'est plus que les fonds que nous affectons aux services sociaux, plus que nos dépenses dans le domaine de la justice et presque autant que nos dépenses en éducation. Les frais d'intérêt sur la dette compromettent le financement des services et nos priorités. Mais avant que nous puissions commencer à réduire la dette, nous devons éliminer le déficit structurel.

Les risques subsistent

Monsieur le Président, c'est dans un contexte caractérisé par de fortes pressions internes et externes que nous devons réaliser notre plan budgétaire visant à éliminer le déficit. Certains facteurs comme la hausse des prix du pétrole et un éventuel ralentissement de l'économie américaine sont des risques qu'entraînent les forces du marché.

Il y a toutefois d'autres risques que nous pouvons mieux maîtriser. Des pressions exercées sur notre système de santé font augmenter les coûts de 7 pour 100 par année. Les coûts des médicaments augmentent de 15 pour 100 par année. Il y a aussi des pressions de la part du secteur parapublic, qui réclame des salaires plus élevés. Chaque hausse de 1 pour 100 des coûts de la rémunération dans le secteur parapublic coûte plus de 350 millions de dollars par année. Voilà pourquoi nous devons rester fidèles à notre plan. À titre de ministre des Finances, il m'incombe de veiller à une gestion prudente en prévoyant et en gérant les risques.

Un gouvernement bien administré

Dans ce contexte, Monsieur le Président, la nécessité de contenir nos dépenses est évidente. Et cela signifie que nous devons continuer à limiter nos dépenses de programmes.

Récemment, le premier ministre m'a demandé de diriger un projet de modernisation en profondeur de l'appareil gouvernemental. Nous examinons chaque programme et chaque service dans leurs moindres détails. Notre examen est à ce point sérieux, à ce point complet. Il est essentiel de moderniser le gouvernement si nous voulons assainir les finances de l'Ontario. Et il est essentiel d'améliorer notre situation financière si nous voulons favoriser la vigueur de notre économie. Ma première tâche a été d'évaluer les services au sein de mon propre ministère et ceux d'autres unités de soutien des activités. C'est ce que nous avons fait.

Plus tôt cette année, l'Ontario et le gouvernement fédéral se sont engagés à collaborer afin d'offrir à la population de l'Ontario des services plus novateurs et mieux harmonisés. Nous avons maintenant étendu cette collaboration à l'administration de l'impôt sur les sociétés. L'Ontario et le gouvernement fédéral travailleront dès maintenant de concert afin de concevoir un régime fédéral unique de perception de l'impôt provincial et fédéral sur les sociétés.

Par cette collaboration, nous voulons réduire les formalités administratives et améliorer les services offerts aux entreprises de la province, tout en protégeant les intérêts financiers et économiques de l'Ontario et en respectant nos engagements à l'égard de nos employés. Et nous continuerons à trouver d'autres possibilités de rationalisation fédérale-provinciale. Nous avons repéré des économies potentielles quant à nos coûts dans les domaines de la technologie de l'information et des opérations administratives internes. Nous collaborons avec les hôpitaux et d'autres partenaires du secteur parapublic afin de déterminer les meilleures pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement et d'en accroître l'adoption.

Au cours des prochaines semaines, je ferai le point sur nos progrès devant les membres de l'Assemblée législative. Nous devons inévitablement renoncer à certaines activités pour pouvoir investir dans les priorités les plus importantes.

Conclusion

Monsieur le Président, notre gouvernement a beaucoup accompli au cours de cette première année. L'économie de l'Ontario est déjà plus vigoureuse. Les finances de la province sont déjà en meilleur état.

Mais nos réussites jusqu'à présent renforcent notre détermination à poursuivre notre plan :

- pour l'amélioration du système d'éducation;
- pour de meilleurs services de santé;
- pour une économie plus vigoureuse;
- pour un gouvernement plus moderne et plus efficient.

Notre but est noble : devenir les chefs de file nord-américains en matière de gestion et de prestation des services publics. Monsieur le Président, nous atteindrons ce but non seulement en notre propre nom, mais également au nom des douze millions et demi de personnes qui ont le bonheur d'habiter dans ce vaste territoire qu'est l'Ontario.

Merci, Monsieur le Président.